

Fractures françaises 2019 : la défiance vis-à-vis des dirigeants et des institutions atteint des sommets

<https://www.ipsos.com/fr-fr/fractures-francaises-2019-la-defiance-vis-vis-des-dirigeants-et-des-institutions-atteint-des>

Ipsos – septembre 2019

La septième vague du baromètre annuel « Fractures françaises » réalisée par Ipsos/Sopra Steria pour Le Monde, La Fondation Jean-Jaurès et l'Institut Montaigne met en évidence les grandes lignes de clivage qui traversent la société française.

Un déclinisme qui reste majoritaire et s'articule avec une perception très ambiguë des évolutions de la société

Les Français restent très majoritairement persuadés que le pays est en déclin (73 %), un chiffre qui progresse même de 3 points par rapport à l'an dernier. Toutefois, parmi eux, 50 % (+ 4 points) estiment que ce déclin « n'est pas irréversible ». Si le déclinisme est particulièrement fort chez les ouvriers (89 %) et les sympathisants Lr (89 %) et Rn (89 %), seuls les proches de Lrem y échappent majoritairement, 68 % d'entre eux affirmant que « la France n'est pas en déclin ».

Parallèlement, 54 % des Français estiment « la société et l'humanité évoluent vers toujours plus de progrès » (76 % chez Lrem, 71 % au PS, 66 % parmi les 60 ans et plus, 64 % chez LR, 63 % chez les cadres), mais 46% estiment au contraire que la société et l'humanité n'évoluent pas vers plus de progrès (dont 62% des sympathisants RN et 61 % des ouvriers). Dans le détail, si les Français estiment que la société évolue vers plus de progrès sur les questions scientifiques et technologies, ils jugent au contraire qu'il y a une régression sur plusieurs enjeux essentiels et notamment « le respect de la nature » (55 % « les libertés » (68 %), « la démocratie » (69 %), « la justice sociale » (73 %) ou « la tolérance » (81 %).

Une société de défiance très marquée

Dans ce contexte de relatif pessimisme vis-à-vis de l'avenir, la défiance reste un marqueur fort de la structure mentale des Français. De manière générale, seuls 21 % d'entre eux estiment qu'« on peut faire confiance à la plupart des gens » contre 79 % qui sont d'un avis inverse, des chiffres stables depuis plusieurs années.

La confiance dans les acteurs économiques et sociaux tend à s'éroder : si 81 % déclarent avoir confiance dans les Pme, ils ne sont que 34 % à partager cette opinion à propos des grandes entreprises (- 10 points en deux ans), 30 % à pros banques (- 7 points en deux ans) et enfin 28 % à propos des syndicats (- 8 points en deux ans).

Si la confiance dans les institutions régaliennes (armée : 80% ; police : 70 %) ainsi dans l'école (74 %) reste élevée, les élus et les institutions politiques souffrent d'un fort manque de crédit : hormis les maires, qui bénéficient de la confiance de 70 % des Français, tous se situent sous la barre des 50 % : conseillers départementaux (44 %) et régionaux (43 %), députés (25 %), partis politiques (10 %).

L'environnement, une préoccupation désormais majeure aux yeux des Français aux côtés de la question sociale

Interrogés sur les enjeux les préoccupant le plus, les Français citent en premier « l'environnement » (52 %), qui se situent légèrement devant les enjeux sociaux que sont « l'avenir du système social » (48 %) et « les difficultés en termes de pouvoir d'achat » (43 %). Les questions identitaires et notamment « le niveau de l'immigration » sont désormais reléguées au second rang (32 %), de même que le chômage (19 %) qui se situait pourtant il y a encore deux ans largement en tête des préoccupations des Français. Si les sympathisants de gauche citent encore plus majoritairement que la moyenne l'environnement et la question sociale, ceux de droite sont davantage inquiets de l'immigration (51 % chez LR et 55 % au RN), de la délinquance (respectivement 36 % et 31 %) ou du terrorisme (39 % et 30 %).

L'importance respective de l'environnement et du social partage toutefois les Français : 51 % estiment qu'il faut que le Gouvernement « prenne des mesures rapides et énergiques pour faire face à l'urgence environnementale, même si cela signifie de demander aux Français et aux entreprises des sacrifices financiers », contre 49 % qui jugent qu'il faut avant tout qu'il « prenne des mesures rapides et énergiques pour faire face à la crise sociale, même si cela signifie de mettre la question environnementale au second plan pour l'instant ». Les jeunes (62 %) et les cadres (55 %) sont plus enclins à donner la priorité à l'environnement, alors que les ouvriers (55 %) et les seniors (55 %) estiment que la question sociale doit être prioritaire pour l'Exécutif.

Des Français majoritairement favorables à l'ouverture des droits à la Pma

Les Français restent très majoritairement en faveur de l'ouverture des droits à la PMA pour les femmes célibataires (65 %) ou pour les couples de femmes homosexuelles (60%), malgré un très léger recul (-3 points) par rapport à l'an dernier. Le clivage générationnel sur cette question reste très fort, mais si les moins de 35 ans sont encore plus favorables à la PMA pour les femmes homosexuelles (72 %) que pour les femmes célibataires (69 %), les 60 ans et plus sont en revanche considérablement plus réticents à l'ouverture de ce droit pour les couples homosexuels (48 % contre 61% pour les célibataires). Les sympathisants de gauche et du centre sont largement favorables à cette évolution législative, mais les sympathisants LR y sont en revanche hostiles : seuls 32 % sont favorables à l'ouverture des droits à la Pma aux femmes célibataires et 24 % aux couples de femmes homosexuelles, en très fort recul par rapport à l'an dernier. Une évolution qui est sans doute liée à la rétraction du parti de droite sur sa base la plus radicale durant la campagne des européennes, en lien avec la présence de François-Xavier Bellamy à la tête de la liste.

A noter en revanche que les Français sont très partagés à propos de l'ouverture des droits à la Gpa pour les couples d'hommes homosexuels : 51% y sont favorables (+1 point par rapport à l'an dernier), mais 49% y sont opposés. Les opposants sont notamment des sympathisants Lr (78 %) et Rn (62 %) ainsi que des personnes âgées de 60 ans et plus (63%).

Fiche technique

Enquête Ipsos/Sopra Steria pour Le Monde, la Fondation Jean Jaurès et l'Institut Montaigne, menée du 30 août au 3 septembre 2019 auprès de 996 personnes constituant un échantillon représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.